

Les relations Est-Ouest

de la sécurité.

Comme il avait été reconnu même avant l'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration américaine, les relations Est-Ouest se sont détériorées de façon marquée au cours des quelque 15 derniers mois, plus particulièrement depuis l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Et le problème polonais ne contribue en rien à réduire les tensions. Ces facteurs eux-mêmes servent à mettre en relief l'évolution qui s'est produite sur un certain nombre d'années au niveau de l'équilibre militaire entre l'Est et l'Ouest, particulièrement en raison de l'accroissement de la capacité militaire soviétique. La détérioration de la détente a également eu ses effets sur l'équation Nord-Sud puisqu'on a peut-être tendance aujourd'hui dans certains milieux à mettre l'accent moins sur les problèmes du Sud et davantage sur les questions Est-Ouest et de percevoir de plus en plus les problèmes du Sud dans une optique Est-Ouest. En réalité, les deux séries de questions ont leur importance intrinsèque, et mériteraient que l'on s'y penche même si l'autre série n'existait pas. Les deux séries se rejoignent manifestement sur plusieurs points, et les sommets offrent l'occasion aux participants d'adopter un point de vue global vis-à-vis de problèmes globaux.

S'il est vrai que les actions de l'U.R.S.S. n'ont pas invariablement servi à améliorer les rapports entre cette dernière et les pays non-alignés, il est tout aussi vrai que les pays développés du bloc occidental sont loin de s'entendre sur leur orientation future ou sur les moyens à prendre pour y parvenir. Comme on a trop clairement pu le constater l'an dernier à propos de la question de l'Afghanistan, les vues divergent tant sur la stratégie que sur les tactiques. D'aucuns pourraient prétendre que les pays occidentaux se doivent de recourir dans ce cas à un processus analogue à celui utilisé durant les années 70 à propos de questions économiques, comme suit : il leur faut cerner les questions, travailler à développer entre eux une meilleure compréhension et des façons communes d'aborder les problèmes et peut-être même prendre des mesures menant ultimement à des actions et à des objectifs conjoints.

Mais comment leur faut-il procéder? Il s'agit là de questions délicates, qui touchent à la souveraineté nationale et mettent en jeu des convictions profondes ainsi que de vieilles traditions. Qu'est-ce qui constitue le groupe idéal? Les sommets économiques devraient-ils être élargis de manière à englober les questions politiques, comme le propose le rapport des quatre instituts auxquels j'ai fait allusion un peu plus tôt? Étant donné les ramifications politiques et économiques inhérentes à la plupart des grandes questions qui se posent aujourd'hui aux chefs d'État et de gouvernement, que ce soit dans un contexte Est-Ouest ou Nord-Sud, n'y a-t-il pas lieu de se demander si la distinction entre les questions "économiques" et "politiques", dans le cadre des sommets, reste valide ou réaliste?

Les sommets se poursuivront

En dépit des risques et des cautions dont je vous ai fait part au début de mes propos, il reste que je conçois difficilement que les sommets, sous une forme ou sous une autre, disparaissent dans un avenir prévisible. D'ailleurs, si les sommets n'existaient pas, il faudrait probablement les inventer ; s'ils disparaissaient, il faudrait relancer l'idée. Seuls les dirigeants qui participent aux sommets sont en mesure de prendre des décisions sur la vaste gamme de questions liées entre elles qui se posent dans le monde aujourd'hui ; ils peuvent court-circuiter leurs propres systèmes internes et prendre des